

Route verte

Le gouvernement doit répondre OUI aux 48 000 signataires

Amos, le 3 novembre 2015 – À la suite de la décision gouvernementale d’abolir le financement lié à la Route verte, les citoyens de partout au Québec se sont mobilisés; plus de 48 000 d’entre eux ont signé une pétition réclamant le maintien des sommes accordées pour l’entretien du réseau cyclable. La porte-parole du Parti Québécois en matière de transports, Martine Ouellet, a d’ailleurs interpellé le gouvernement à ce sujet il y a quelques jours à l’Assemblée nationale. Malheureusement, jusqu’à présent, le ministre Poëti reste insensible au milieu.

Les libéraux doivent répondre à l’importante pétition et rétablir les 2,8 millions alloués à l’entretien du réseau municipal de la Route verte annuellement. « *La Route verte est un joyau du Québec. C’est plus de 5000 kilomètres qui bordent nos lacs, nos rivières, qui traversent plus de 400 municipalités. La Route verte, c’est aussi du développement économique. Seulement en ce qui a trait à la TVQ, elle rapporte 30 millions de dollars par année. Investir 2,8 millions pour en récolter 30, c’est ce qu’on appelle être rentable* », a déclaré François Gendron député d’Abitibi-Ouest.

En Abitibi-Témiscamingue, point de départ de la Route verte, et dans toutes les régions du Québec, quelque 150 municipalités, des groupes sportifs et environnementaux, des gens d’affaires et la population réclament que le ministre des Transports, Robert Poëti, change son fusil d’épaule. « *Le premier ministre Philippe Couillard doit s’en occuper personnellement et convaincre son ministre. Ils ne peuvent rester insensibles à la volonté de 48 000 personnes* », a poursuivi M. Gendron.

Le Parti Québécois a rappelé la richesse que représente la Route verte. « *Le National Geographic a classé la Route verte parmi les 10 meilleurs réseaux cyclables au monde. Avec raison! Qu’on pense à la Véloroute des bleuets, au P’tit Train du Nord, au Petit-Témis... elle permet aux Québécois comme aux touristes de découvrir des sites formidables, sans compter qu’elle dynamise les régions. Couper un financement aussi profitable aux plans économique, touristique et de la santé publique est tout simplement inapproprié* », a conclu le député d’Abitibi-Ouest.

– 30 –

Source :

Mathieu Proulx
Attaché de presse de François Gendron
819 444-5007
258, 2e Rue Est, La Sarre, Québec, J9Z 2H2, Canada